Dans cette Constitution «made in Bainimarama», toute référence aux droits des femmes a été supprimée.

Par Caroline Lafargue

Le Premier ministre par intérim a écarté arbitrairement le premier projet de Constitution, soumis fin décembre par la commission constitutionnelle indépendante présidée par Yash Ghai. Cet expert en droit constitutionnel a dénoncé la réécriture de la Constitution par le régime lui-même.

En mars, Franck Bainimarama a annoncé que la deuxième mouture, rédigée par ses services, était prête. Mais au lieu de la confier à une Assemblée constituante comme cela était prévu, il a décidé de seulement la soumettre au peuple fidjien pendant deux semaines. Les Fidjiens ont jusqu'à la fin de cette semaine pour envoyer leurs propositions d'amendement.

Et parmi eux, les Fidjiennes ne chôment pas. On écoute Sharon Bhagwan Rolls, porte-parole fidjienne de l'association de défense des droits des femmes, Femlink Pacific, l'une des ONG membres du Mouvement pour les Droits des Femmes à Fidji:

«Le Forum des Femmes de Fidji est très inquiet de la suppression de l'Assemblée constituante. Cela signifie que les représentants des femmes ne seront pas entendus. Nous ne pourrons pas discuter du second projet de Constitution de Bainimarama. Il ne nous a laissé que 9 jours ouvrés pour le lire et transmettre nos propositions d'amendements.»

Mais elles ont bien travaillé, les femmes du Forum des Femmes de Fidji, produisant un nombre incroyable d'amendements au projet de Constitution de Franck Bainimarama:

«650 propositions collectives ou individuelles ont été rédigées par les femmes fidjiennes. Elles pointent des oublis fondamentaux comme l'égalité entre les sexes, les

droits des handicapés et des enfants, et bien sûr nos propositions concernent l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes, comme le prévoit la Convention de l'ONU dont Fidji est membre. Nous insistons particulièrement sur la place des femmes en politique et préconisons des mesures temporaires de discrimination positive. Or les femmes sont invisibles dans le projet de Constitution de Bainimarama, toutes les dispositions qui concernaient les femmes ont disparu, ce qui est franchement inquiétant.»

Sharon Bhagwan Rolls, de Femlink Pacific, l'association de défense des droits des femmes, répondait à Campbell Cooney sur Radio Australie. Reste à savoir ce que Franck Bainimarama va faire de ces propositions d'amendements, d'autant que les féministes ont aussi abordé des sujets comme la liberté de la presse ou la défense nationale.

Licence de l'article: Copyright - **Titulaire de la licence de l'article:** Radio Australia